

La richesse des parlementaires en Amérique latine

Une étude exploratoire du patrimoine déclaré dans six pays

Nordin Lazreg, Alejandro Angel et Denis Saint-Martin

Volume 41, numéro 1, 2022

Pouvoir vivre de la politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1085185ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1085185ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Lazreg, N., Angel, A. & Saint-Martin, D. (2022). La richesse des parlementaires en Amérique latine : une étude exploratoire du patrimoine déclaré dans six pays. *Politique et Sociétés*, 41(1), 141–166. <https://doi.org/10.7202/1085185ar>

Résumé de l'article

Faute de données disponibles sur la richesse des élites politiques latino-américaines, les analyses sociographiques des parlementaires de la région se sont longtemps centrées sur leurs caractéristiques sociales (profession, formation, niveau d'études). Les politiques de transparence des dernières années changent la donne en rendant publiques les déclarations de patrimoine des parlementaires. Dans cet article, nous utilisons ce matériau empirique original pour examiner la répartition de la richesse dans les parlements de six pays d'Amérique latine. Notre analyse tend à remettre en question l'idée d'une homogénéité sociale des élites parlementaires de cette région.

La richesse des parlementaires en Amérique latine

Une étude exploratoire du patrimoine déclaré dans six pays

Nordin Lazreg

Collège de Maisonneuve, Montréal
nlazreg@cmaisonneuve.qc.ca

Alejandro Angel

Université fédérale Santa Catarina, Florianópolis
alejandro.angel@posgrad.ufsc.br

Denis Saint-Martin

Département de science politique, Université de Montréal
denis.saint-martin@umontreal.ca

RÉSUMÉ Faute de données disponibles sur la richesse des élites politiques latino-américaines, les analyses sociographiques des parlementaires de la région se sont longtemps centrées sur leurs caractéristiques sociales (profession, formation, niveau d'études). Les politiques de transparence des dernières années changent la donne en rendant publiques les déclarations de patrimoine des parlementaires. Dans cet article, nous utilisons ce matériau empirique original pour examiner la répartition de la richesse dans les parlements de six pays d'Amérique latine. Notre analyse tend à remettre en question l'idée d'une homogénéité sociale des élites parlementaires de cette région.

MOTS CLÉS parlementaires, richesse, déclaration de patrimoine, Amérique latine.

ABSTRACT The lack of available data about the wealth of Latin American political elites has led the sociographic analyses of the parliamentarians in the region to focus on social characteristics (profession, education, educational attainment). Transparency policies in recent years publicized asset disclosure, making this information easily available. In this article, we use this original empirical material to assess the wealth distribution of parliamentarians in six countries of Latin America. Our analysis casts doubt over the idea of social homogeneity in the parliamentary elite of that region.

KEYWORDS parliamentarians, wealth, asset disclosure, Latin America.

Notre article¹ se veut une contribution empirique à l'étude des élites parlementaires d'Amérique latine, un champ de recherche qui s'est développé depuis les consolidations démocratiques des années 1990 dans la région (Alcántara et Llamazares 1997). Dans la continuité d'un certain nombre de travaux réalisés en Europe et en Amérique du Nord (Dogan 1967 ; 1999 ; Gaxie 1980 ; Offerlé 1999 ; Sawicki 1999 ; Best et Cotta 2000), une partie de la littérature sur les parlementaires d'Amérique latine aborde la question de leur professionnalisation politique à travers l'analyse de leur position sociale, de leur trajectoire et de leur recrutement (Marenco et Serna 2007 ; Santana 2008 ; Canelo 2011 ; Neiva et Izumi 2012)². L'utilisation des données biographiques, notamment relatives au niveau et au domaine d'études, permet de mettre en évidence une relative homogénéité sociale au sein des parlements. Certaines formations universitaires – droit, médecine, ingénierie, économie, administration – et certaines professions – avocat, médecin, ingénieur, professeur, entrepreneur – semblent en effet plus propices à une carrière parlementaire au niveau national (Santana 2008 ; Louault 2012 ; Neiva et Izumi 2012). Même les travaux qui montrent plutôt une diversification des profils des parlementaires latino-américains insistent sur le fait que ces carrières restent limitées aux classes supérieures (Simoni, Dardaqué et Mingardi 2016 ; Levita 2017)³.

Dans cette riche littérature sur les élites parlementaires latino-américaines, l'analyse des ressources économiques personnelles des parlementaires fait néanmoins figure de parent pauvre. Certes, la sociologie politique nous montre que la seule prise en compte des ressources économiques des parlementaires serait insuffisante pour une pleine compréhension de ces élites politiques qui, en réalité, cumulent différentes formes de capital (Contreras 2002 ; Joignant, Perello et Torres 2014 ; Miguel, Marques et Machado 2015 ; Engler 2018 ; 2020). Toutefois, à l'heure où la question du patrimoine hérité est placée au cœur des débats sur l'accumulation inégale de la richesse (Piketty 2013), il serait intéressant d'analyser le niveau d'homo-

1. Cet article s'appuie sur les résultats d'une recherche financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

2. Signe qu'il existe des divergences quant à la façon de conceptualiser et d'opérationnaliser la professionnalisation politique (Michon et Ollion 2018), certains travaux sur les élites parlementaires d'Amérique latine mettent moins l'accent sur les positions et les origines sociales que sur l'expérience en politique et l'acquisition de compétences et de savoirs utiles en politique (Marenco 2004 ; Bottinelli 2008 ; Cabezas 2011 ; Alcántara 2017).

3. Ce constat fait d'ailleurs écho à des travaux réalisés dans d'autres contextes nationaux (Boelaert, Michon et Ollion 2018).

généité sociale des élites parlementaires latino-américaines sous l'angle de leur capital économique.

Jusqu'à récemment, une telle entreprise s'avérait difficile du fait du manque de données publiques sur la richesse des parlementaires. D'autres possibilités existaient : se tourner vers les données relatives aux revenus personnels déclarés par les parlementaires dans des enquêtes par questionnaire (Sánchez et Rivas 2009) ; se rabattre sur des données éparses et connues du grand public concernant les intérêts d'affaires et les activités économiques des parlementaires ; recourir à des indicateurs par procuration, comme la profession, en partant du principe qu'il existe une correspondance entre la position sociale et le capital économique (Gaxie 1980). On voit bien les limites méthodologiques et conceptuelles de ces approches : fiabilité discutable des données, manque de systématisme des données, association problématique entre la profession et le niveau de richesse.

Les politiques nationales de transparence mises en place dans la région durant les quinze dernières années changent la donne. En effet, en obligeant les parlementaires à divulguer leurs avoirs et, surtout, en prévoyant la publication des déclarations de patrimoine (Djankov *et al.* 2010), ces politiques publiques nous permettent d'avoir accès à un matériau empirique original et prometteur pour l'étude des ressources économiques des parlementaires latino-américains. Étant remplies par les parlementaires, sans contrôle préalable par les autorités compétentes, les déclarations de patrimoine reflètent moins leur richesse réelle que leur richesse déclarée. Des sanctions sont toutefois prévues par la loi en cas de déclaration fautive ou inexacte.

Dans cet article, nous nous demandons si les élites parlementaires d'Amérique latine se ressemblent du point de vue de la répartition de la richesse. Notre démarche est exploratoire car il s'agit avant tout de « débroussailler » un terrain riche en données empiriques encore inexploitées (Blondel 1994). Notre démarche est aussi régionale et synchronique dans la mesure où nous utilisons les données agrégées sur le patrimoine déclaré des parlementaires dans six pays – Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Pérou et République dominicaine – pour proposer une photographie du niveau de richesse des différentes législatures en place au 1^{er} février 2015. Notre analyse de la répartition de la richesse au sein des parlements latino-américains s'articule autour de quatre axes de comparaison : par pays, par genre, par Chambre et par parti politique.

Considérations méthodologiques

En tant qu'aire géoculturelle relativement homogène, l'Amérique latine se prête bien aux approches régionales comparatives (Dogan et Pélassy 1981, 35-45). Néanmoins, les contextes juridiques, politiques et économiques de production des données sur le patrimoine des parlementaires s'avèrent

différents. Ce faisant, des variations significatives existent entre les pays qui non seulement déterminent la sélection des cas mais qui, en plus, limitent leur comparabilité. Dès lors, ce n'est qu'au prix d'un travail rigoureux et laborieux de traitement des données qu'a été rendue possible une comparaison de la richesse des parlementaires entre ces pays. La présente section nous permet d'exposer la démarche méthodologique adoptée dans cette étude exploratoire.

La sélection des cas nationaux

Le choix des cas examinés dans notre étude dépend autant des normes relatives aux obligations de transparence des parlementaires dans chaque juridiction nationale que de l'application effective de ces normes⁴. Dans l'Amérique hispanophone et lusophone d'aujourd'hui, l'obligation pour les parlementaires de divulguer leurs avoirs constitue la règle plutôt que l'exception : parmi les 19 pays considérés, seuls Cuba et le Panama n'obligent pas leurs parlementaires à remplir une déclaration de patrimoine en début, en cours ou en fin de mandat (Djankov *et al.* 2010). Dans seulement huit des 17 pays restants, la loi prévoit la publicisation des déclarations de patrimoine des parlementaires (*ibid.*). Cependant, ces déclarations patrimoniales ne sont réellement disponibles qu'en Argentine, en Bolivie, au Chili, au Pérou et en République dominicaine⁵. À ces cinq pays s'ajoute le Brésil où, conformément à la loi, les déclarations de patrimoine des candidats et candidates aux élections législatives sont effectivement disponibles et n'ont qu'à être recoupées avec la liste des personnes élues. C'est donc sur ces six pays que porte notre recherche sur la richesse des parlementaires.

Uniformisation des données

Dans cet article, nous évaluons la richesse des parlementaires sur la base de ce qu'ils et elles prétendent posséder au moment de remplir leur déclaration de patrimoine et non à partir de ce qu'ils et elles disent avoir gagné au cours de la dernière année. Autrement dit, nous privilégions une analyse des stocks et non pas des flux. Par ailleurs, pour chaque parlementaire, nous mesurons la valeur du patrimoine brut, c'est-à-dire la somme des valeurs déclarées

4. Dans certains pays, comme en Uruguay, des parlementaires décident de rendre publique leur déclaration de patrimoine même si la loi ne les y contraint pas. De telles initiatives ne suffisent pas à inclure ces pays dans notre recherche puisqu'elles ne concernent qu'une infime minorité de parlementaires.

5. Nous avons écarté le Nicaragua, le Mexique et l'Équateur. Dans les deux premiers pays, la publicisation des déclarations de patrimoine des parlementaires est encadrée par des règles très strictes qui *de facto* restreignent fortement leur disponibilité. Dans le troisième, trop peu de déclarations de patrimoine des parlementaires équatoriens étaient disponibles sur le site du Bureau du contrôleur général de la République au moment de la collecte de données.

pour les biens immobiliers, les biens mobiliers, les épargnes et espèces, les héritages, les obligations, investissements et autres fonds. Sont donc exclus de notre calcul les revenus des parlementaires ainsi que leurs passifs.

Toutefois, ce qui est rendu public varie selon la législation propre à chaque pays (Messick 2009; Djankov *et al.* 2010) et cela peut affecter le contenu du matériau empirique soumis à l'analyse. En Bolivie et au Pérou, la loi stipule que ne soit rendu public qu'un résumé très sommaire de chaque déclaration de patrimoine des parlementaires. Ce résumé ne contient que trois informations, dont la somme totale des actifs (biens immobiliers et autres biens personnels). N'ayant pas accès au contenu détaillé des déclarations de patrimoine des parlementaires des deux pays, nous n'avons eu d'autre choix que d'utiliser le patrimoine brut tel qu'il est donné dans le résumé. Pour les quatre autres pays, en revanche, nous avons nous-mêmes sélectionné les données à inclure dans le calcul du patrimoine brut. Au Chili, les déclarations de patrimoine des parlementaires sont aussi rendues disponibles sous la forme de résumés qui sont néanmoins plus détaillés qu'en Bolivie et au Pérou dans la mesure où est présentée la valeur totale des avoirs pour chacune des catégories suivantes : biens immobiliers, actions et parts, biens mobiliers et personnels, et titres et valeurs. En Argentine, au Brésil et en République dominicaine, la déclaration de patrimoine est entièrement publiée, ce qui nous donne accès à des données précises avec le détail et la valeur de chacun des biens déclarés (maisons, appartements, comptes bancaires, bétail, produits agricoles, titres, actions, véhicules, bijoux, œuvres d'art, etc.).

Synchronicité des données

Nous proposons ici une photographie de la répartition de la richesse dans les parlements nationaux de six pays d'Amérique latine. Par souci de comparaison, la date de cette photographie doit être identique pour chacun des pays. Compte tenu des données dont nous disposions au moment d'écrire cet article, nous avons choisi de nous concentrer sur les parlementaires en fonction en 2015. Le défi est de taille tant les données disponibles pour chaque pays s'inscrivent dans des temporalités différentes en raison, d'une part, de la variété des normes nationales en matière de transparence (obligation de divulgation des avoirs en début de mandat, en fin de mandat ou annuellement) et, d'autre part, de la diversité des systèmes politiques (durée des mandats, renouvellement par tiers ou par moitié des Chambres du Parlement et divergences des calendriers électoraux) (tableau 1). Cela nous amène à examiner la répartition de la richesse des parlementaires en poste au 1^{er} février 2015 et nous contraint à le faire à partir de déclarations de patrimoine souvent antérieures ou parfois postérieures à cette date.

TABLEAU 1

Les parlementaires en fonction au 1^{er} février 2015 et le défi de la synchronicité des données

		Parlements	
		Chambre basse	Chambre haute
Argentine	Mandats	Moitié : 2011-2015 Moitié : 2013-2017	Un tiers : 2009-2015 Un tiers : 2011-2017 Un tiers : 2013-2019
	Parlementaires en fonction	257	72
	Déclarations collectées	236	71
	Disponibilité des déclarations	Annuelle	Annuelle
Bolivie	Mandats	2014-2019	2014-2019
	Parlementaires en fonction	130	36
	Déclarations collectées	130	36
	Disponibilité des déclarations	Annuelle	Annuelle
Brésil	Mandats	2015-2019	Deux tiers : 2011-2019 Un tiers : 2015-2023
	Parlementaires en fonction	513	81
	Déclarations collectées	501	81
	Disponibilité des déclarations	Avant mandat	Avant mandat
Chili	Mandats	2014-2018	Moitié : 2010-2018 Moitié : 2014-2022
	Parlementaires en fonction	120	38
	Déclarations collectées	118	38
	Disponibilité des déclarations	Annuelle (à partir de 2017)	Annuelle (à partir de 2017)
République dominicaine	Mandats	2010-2016	2010-2016
	Parlementaires en fonction	190	32
	Déclarations collectées	185	32
	Disponibilité des déclarations	Début de mandat	Début de mandat
Pérou	Mandats	2011-2016	
	Parlementaires en fonction	130	
	Déclarations collectées	130	
	Disponibilité des déclarations	Annuelle	

Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

Pour la République dominicaine, nous nous servons des déclarations de patrimoine remplies par les parlementaires en début de mandat en 2010 car, hormis quelques exceptions, ce sont les seules disponibles. Pour le Brésil, nous utilisons les déclarations de patrimoine des candidats et candidates élus en 2014 et entrés en fonction le 1^{er} février 2015. Pour deux tiers des membres

du Sénat brésilien dont le mandat de huit ans a commencé en 2011, nous utilisons les déclarations de patrimoine déposées lors de leur candidature en 2010. En ce qui concerne la Bolivie, le Pérou et l'Argentine, nous avons accès aux déclarations de patrimoine que les parlementaires doivent remplir annuellement. Toutefois, pour diverses raisons, les déclarations de patrimoine de 2015 ne sont pas toujours disponibles et nous devons nous rabattre sur des déclarations remplies antérieurement (en 2014) ou ultérieurement (en 2016, voire en 2017). Au Chili aussi les parlementaires doivent remplir une déclaration de patrimoine chaque année. Cependant, leurs avoirs n'ont commencé à être rendus publics qu'à partir de 2017 et les données des années antérieures sont inaccessibles.

Au total, nous avons pu récolter les déclarations de patrimoine de 1300 députés et députées ainsi que de 258 sénateurs et sénatrices sur les 1340 et 259 en fonction au 1^{er} février 2015 dans les six pays. Notre étude repose donc sur les données relatives à 97,4 % de ces parlementaires.

Actualisation des valeurs et conversion des devises

Le dernier défi consiste à rendre comparables les valeurs monétaires des biens déclarés qui correspondent à des années différentes et qui sont indiquées dans des devises variées (Kumaranayake 2000). Dans un premier temps, toutes les valeurs des biens déclarés par les parlementaires ont été actualisées à leur valeur au 31 décembre 2019. Cette actualisation a été réalisée à partir de l'indice des prix à la consommation de la Banque mondiale. Dans un deuxième temps, toutes les valeurs en devise nationale du 31 décembre 2019 ont été converties en dollars américains de la même date (USD 2019) en fonction des taux de change publiés par la banque centrale de chaque pays.

Nous avons été contraints de traiter différemment les données sur le patrimoine des parlementaires d'Argentine dans la mesure où l'indice des prix à la consommation n'est plus disponible après 2015. Les valeurs des biens déclarés par les parlementaires argentins ont seulement pu être actualisées en valeur de 2015 et sont indiquées dans la monnaie nationale, le peso argentin (ARS 2015). Par conséquent, les résultats relatifs à la richesse des parlementaires argentins que nous présentons dans cet article sont rarement comparables aux résultats trouvés dans les cinq autres pays examinés.

Agrégation des données

Dans cette étude exploratoire, nous faisons le choix d'une approche quantitative pour nous intéresser à la répartition du patrimoine des parlementaires par nationalité, par genre, par Chambre et par parti politique. Nous travaillons donc avec des données agrégées. Pour chacune des catégories de

parlementaires définies, nous calculons la médiane du patrimoine déclaré. Contrairement à la moyenne, cette mesure offre une image plus fidèle parce que moins biaisée par les anomalies liées à l'éventuelle présence dans le groupe de quelques personnes situées aux extrêmes de la distribution de la richesse.

Analyse de répartition de la richesse au sein des parlements d'Amérique latine

La présentation des résultats est structurée autour de quatre aspects qui nous semblent pertinents dans la perspective d'une démarche comparative et qui aident à mieux définir le profil socioéconomique des élites parlementaires de la région. En raison des limites mentionnées précédemment, les résultats pour l'Argentine ne se prêtent pas à une comparaison avec les autres pays, d'où la nécessité d'aborder ce cas séparément.

Des divergences nationales

Avec un patrimoine brut médian de 116 765 USD, l'élite parlementaire bolivienne apparaît comme la moins riche des six pays étudiés. Cela était attendu au regard de son produit intérieur brut (PIB) par habitant systématiquement plus faible que dans les autres pays. Cela était aussi attendu au regard de l'impact des succès électoraux du Mouvement vers le socialisme (MAS) depuis 2005 sur le profil socioéconomique des élites parlementaires (Cabezas 2011, 244-245). En effet, encore majoritaire dans les deux Chambres en 2015, le MAS n'a cessé de recruter ses membres parmi les autochtones, les paysans et les cultivateurs de coca syndicalistes (Anria 2018), permettant ainsi la forte présence au Parlement de ces groupes socioéconomiquement défavorisés qui avaient longtemps été marginalisés.

La Bolivie est devancée par le Pérou qui affiche un patrimoine brut médian de 195 878 USD. Viennent ensuite, à une certaine distance, le Brésil et le Chili où les parlementaires déclarent un patrimoine brut médian respectif de 344 283 USD et de 359 504 USD. La correspondance est notable avec la taille de leur économie nationale respective : en effet, le classement par la Banque mondiale de ces quatre pays selon le PIB par habitant aboutit au même ordre⁶ (tableau 2).

Enfin, la République dominicaine fait figure d'anomalie puisque ce sont les parlementaires de ce pays qui apparaissent comme les plus riches en dépit de la taille de l'économie nationale (graphique 1). Leur patrimoine brut déclaré médian est de 429 870 USD⁷. Il est donc 3,7 fois plus élevé que celui

6. Les données sont disponibles en ligne : <https://data.worldbank.org/>, consulté le 18 avril 2021.

7. Le choix de la médiane permet d'atténuer l'effet sur le patrimoine des parlementaires dominicains que peut avoir la déclaration par l'un d'entre eux d'un patrimoine de quelque 57 millions USD.

TABLEAU 2

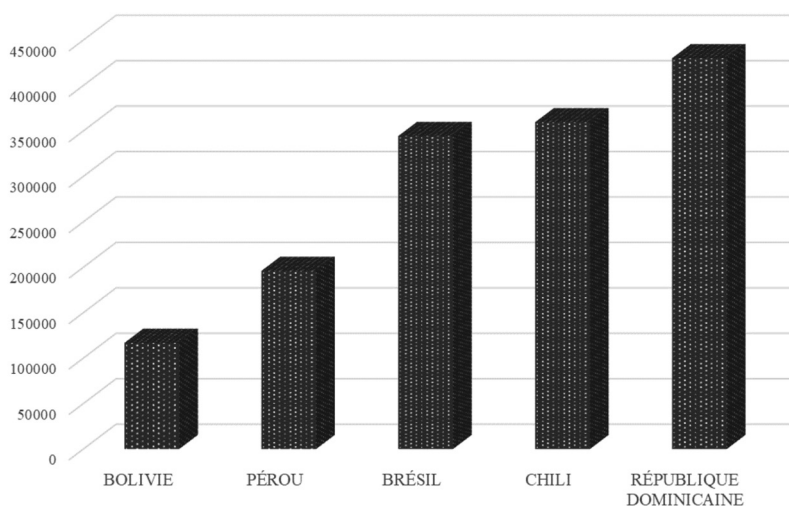
Patrimoine brut déclaré des parlementaires en poste au 1^{er} février 2015

	Patrimoine médian déclaré	Patrimoine moyen déclaré	PIB par habitant en 2015 (USD 2015)
Bolivie (USD 2019)	116 765	302 350	3 036
Brésil (USD 2019)	344 283	1 229 187	8 814
Chili (USD 2019)	359 504	897 899	13 574
Pérou (USD 2019)	195 878	600 429	6 229
République dominicaine (USD 2019)	429 870	1 310 098	6 922
Argentine (ARS 2015)	1 349 614	3 800 830	-

Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

de leurs homologues de la Bolivie, située à l'autre extrémité du classement. Le niveau de richesse des parlementaires dominicains nous invite à faire l'hypothèse de l'occupation de l'espace politique parlementaire par les membres d'une classe économique favorisée et ouvre la voie à une réflexion sur l'importance du capital économique personnel pour les carrières politiques des élites parlementaires en République dominicaine.

GRAPHIQUE 1

Patrimoine médian déclaré des parlementaires en place au 1^{er} février 2015 (USD 2019)

Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

La persistance des inégalités entre les hommes et les femmes

Les données du patrimoine peuvent nous éclairer sur le profil socioéconomique des hommes et des femmes qui siègent au Parlement dans les six pays au 1^{er} février 2015. Même si certaines déclarations de patrimoine de parlementaires n'ont pas pu être collectées (tableau 1), la répartition hommes-femmes dans les différents parlements montre bien à quel point les femmes y sont sous-représentées (tableau 3). Par exemple, au Congrès brésilien, le ratio est d'une parlementaire pour neuf du genre opposé. Avec une égalité parfaite entre le nombre d'hommes et de femmes au sein de la législature 2014-2019, la Bolivie fait ici figure d'exception.

TABLEAU 3

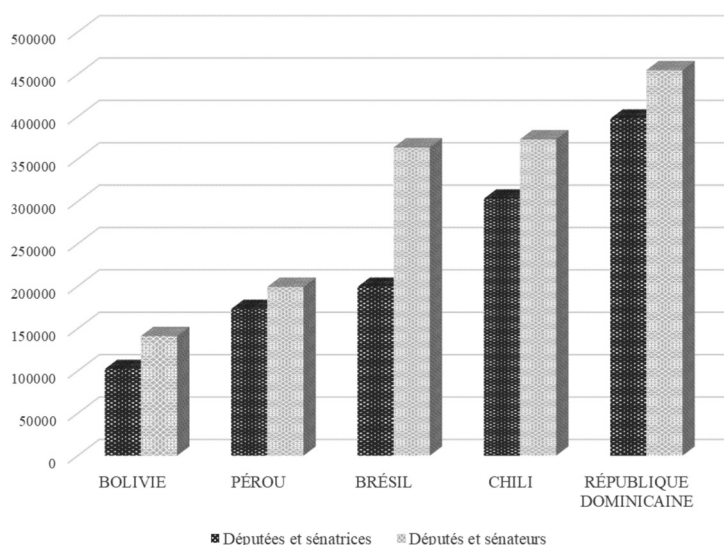
Patrimoine déclaré par les parlementaires en fonction au 1^{er} février 2015 selon leur genre

	Députées et sénatrices			Députés et sénateurs		
	Nombre de déclarations collectées	Patrimoine médian	Patrimoine moyen	Nombre de déclarations collectées	Patrimoine médian	Patrimoine moyen
Bolivie (USD 2019)	83	102 207	258 509	83	141 204	347 300
Brésil (USD 2019)	62	199 188	683 560	520	363 764	1 294 368
Chili (USD 2019)	24	303 256	488 156	121	373 224	972 398
République dominicaine (USD 2019)	44	397 568	579 919	173	454 906	1 495 883
Pérou (USD 2019)	30	173 150	802 881	100	199 189	503 667
Argentine (ARS 2015)	114	1 133 436	1 493 318	193	1 692 264	5 156 791

Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

Le constat est frappant et sans appel : le patrimoine brut médian déclaré par les femmes est systématiquement inférieur à celui déclaré par les hommes dans les six pays examinés (graphique 2). Ce résultat n'est pas si étonnant au regard de la persistance de fortes inégalités socioéconomiques entre les hommes et les femmes en Amérique latine malgré les progrès réalisés depuis le virage à gauche des années 2000 (Deere, Alvarado et Twyman 2012 ; Filgueira et Martínez Franzoni 2017).

GRAPHIQUE 2

Patrimoine médian déclaré par les femmes et les hommes siégeant au Parlement au 1^{er} février 2015 (USD 2019)

Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

L'écart entre la richesse des femmes et celle des hommes est néanmoins très variable d'un pays à l'autre. C'est au Brésil que cette inégalité est la plus criante puisque les hommes siégeant au Congrès y déclarent un patrimoine brut médian 1,83 fois supérieur à celui de leurs collègues femmes. Suivent l'Argentine (1,49), la Bolivie (1,38) et le Chili (1,23). Le Pérou et la République dominicaine ferment la marche avec un patrimoine médian des hommes qui est respectivement 1,15 et 1,14 fois supérieur à celui des femmes. La République dominicaine se démarque non seulement parce que l'écart relatif entre le patrimoine des élues et celui des élus y est le plus bas – suivie de près par le Pérou –, mais aussi parce que le patrimoine médian des élues dominicaines est plus élevé que celui de leurs homologues chiliennes, brésiliennes, péruviennes et boliviennes. Ce haut niveau de richesse semble, là aussi, confirmer le poids du capital économique personnel dans le champ politique national dominicain.

Avantage aux Chambres hautes

Notre base de données nous permet de procéder à une comparaison du patrimoine des sénateurs et des sénatrices avec le patrimoine des députés et des députées. Dans la perspective d'une sociologie des élites parlementaires,

cela mérite d'être examiné, car ce sont les normes et des institutions politiques qui déterminent les conditions d'accès au Sénat qui, à leur tour, peuvent façonner la sélection des élites sénatoriales en privilégiant des profils socioéconomiques spécifiques (Llanos et Sánchez 2006 ; Canelo 2011 ; Neiva et Izumi 2012 ; Levita 2017). Hormis au Pérou où le Parlement est unicaméral, les résultats montrent que le patrimoine brut médian déclaré par les membres de la Chambre haute est systématiquement plus élevé que celui de leurs homologues de la Chambre basse (tableau 4).

TABLEAU 4

**Patrimoine déclaré des parlementaires en fonction au 1^{er} février 2015
par Chambre**

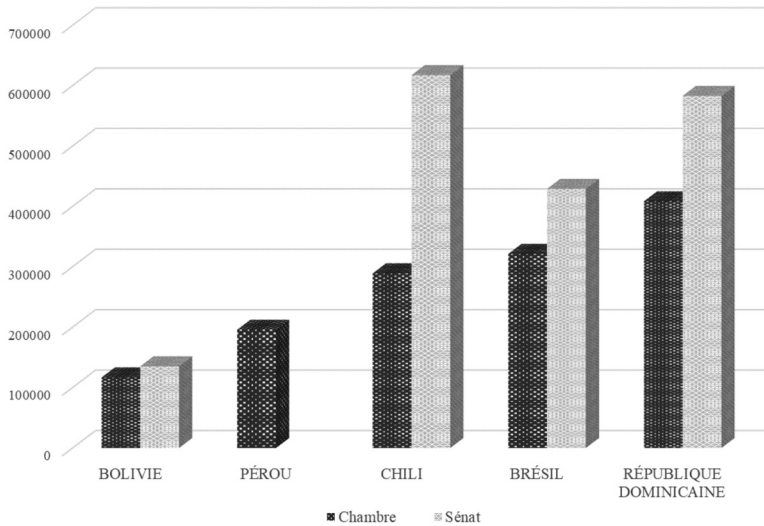
	Patrimoine médian déclaré		Patrimoine moyen déclaré	
	Chambre basse	Sénat	Chambre basse	Sénat
Bolivie (USD 2019)	116 765	135 338	206 286	645 436
Pérou (USD 2019)	195 879	–	600 429	–
Chili (USD 2019)	289 129	617 400	868 364	989 612
Brésil (USD 2019)	321 381	429 087	846 587	3 590 920
République dominicaine (USD 2019)	408 473	582 998	1 386 271	881 624
Argentine (ARS 2015)	1 182 810	1 883 943	3 186 155	5 852 632

Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

Même si l'écart de richesse déclarée est toujours en faveur de la Chambre haute, il varie fortement d'un pays à l'autre (graphique 3). C'est en Bolivie que la différence est la plus faible : le patrimoine médian des membres du Sénat est 1,16 fois plus élevé que celui de leurs homologues de l'Assemblée législative plurinationale. Les sénateurs et sénatrices de Bolivie apparaissent comme les moins riches des pays examinés. À l'autre extrême, se trouve le Chili : non seulement les membres du Sénat y déclarent un patrimoine brut médian équivalent à un peu plus du double de celui déclaré par leurs collègues de la Chambre des députés, mais en plus leur patrimoine est le plus élevé de tous. Le Brésil, la République dominicaine et l'Argentine se glissent entre les deux avec des écarts relatifs respectifs de 1,34, 1,43 et 1,59.

GRAPHIQUE 3

Patrimoine médian déclaré par les membres de la Chambre basse et du Sénat en place au 1^{er} février 2015 (USD 2019)



Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

En Bolivie, le faible écart en termes absolus (environ 18 500 USD) et relatifs (1,16) suppose une certaine homogénéité du profil socioéconomique des élites parlementaires des deux Chambres où, d'ailleurs, les membres du MAS sont majoritaires. Au Chili, au contraire, les résultats obtenus donnent à voir une élite sénatoriale qui, par son capital économique, se distingue nettement de sa consœur de la Chambre. Le Sénat apparaît comme un club de riches – de notables ? – et cela ouvre la voie à une réflexion sur les limites de l'ouverture des carrières politiques nationales aux milieux défavorisés (Cordero et Funk 2011).

Les parlementaires de droite globalement plus riches

La littérature démontre qu'il existe généralement une correspondance entre les oppositions politiques et les divisions sociales (Gaxie 2018, 502). En Amérique latine, les modes et les bassins de recrutement des élites parlementaires varient selon le positionnement idéologique des partis politiques (Marenco et Serna 2007). Les données sur le patrimoine des parlementaires nous permettent de voir si, à l'instar du profil social, le niveau de richesse des parlementaires varie en fonction du positionnement de leur parti sur l'axe gauche–droite.

Pour chaque pays, nous ne retenons que les principaux partis politiques représentés au Parlement en février 2015 et nous les classons en utilisant l'indicateur de positionnement de leur propre parti par les députés et députées sur un axe gauche–droite allant de 1 à 10. Cet indicateur est construit à partir d'enquêtes régulières auprès des membres des Chambres basses dans le cadre du Projet élites parlementaires latino-américaines de l'Université de Salamanque (PELA-USAL) (Alcántara et Llamazares 1997 ; García, Mateos et Rivas 2013 ; Rivas et Bohigues 2019).

Argentine⁸. Les résultats indiquent que le patrimoine médian déclaré par les parlementaires de gauche est plus faible que celui que déclarent leurs homologues de droite (tableau 5). Propuesta Republicana (PRO), parti de l'élite entrepreneuriale (Vommaro 2014), est la formation la plus à droite et aussi celle qui affiche le patrimoine médian le plus élevé avec 1 937 775 ARS. Cela représente 2,5 fois la valeur du patrimoine médian divulgué par les parlementaires du Parti socialiste (PS), qui figure à l'autre extrémité de l'axe gauche–droite. Les parlementaires du Front pour la victoire-Parti justicialiste (FPV-PJ), le parti au pouvoir au début de l'année 2015 et le deuxième parti le plus à gauche, déclarent également un patrimoine médian inférieur à celui de leurs homologues de PRO. L'écart est toutefois moins important entre les deux formations.

TABLEAU 5

Composition et richesse des parlementaires du Congrès de la Nation argentine au 1^{er} février 2015

	PS	FPV-PJ	UCR	FCS	FR	PRO
Positionnement idéologique (PELA)	2	3,91	4,24	4,67	5,17	6,67
Nombre de députés et députées	8	104	43	6	20	17
Nombre de sénateurs et sénatrices	1	34	13	2	0	3
Patrimoine médian (ARS 2015)	760 089	1 409 821	1 182 605	792 174	3 103 289	1 937 775

PS – Parti socialiste ; FPV-PJ – Front pour la victoire-Parti justicialiste ; UCR – Union civique radicale ; FCS – Front civique pour Santiago ; FR – Front rénovateur ; PRO – Propuesta Republicana.

Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires ;

PELA (Projet élites parlementaires latino-américaines) : <https://oir.org.es/pela/en/>.

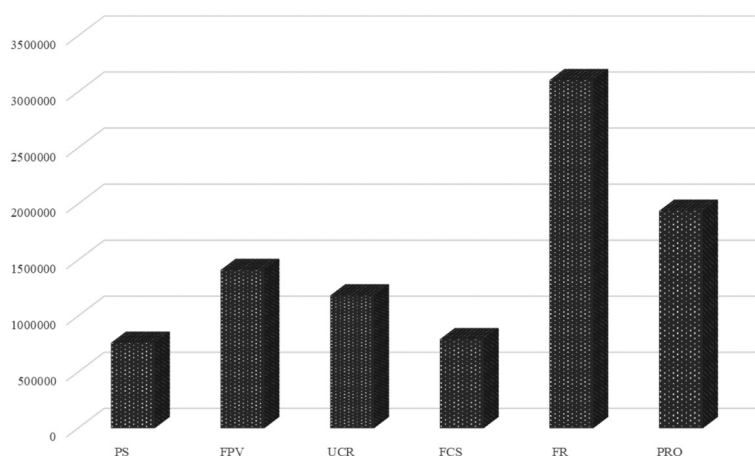
Bien que les parlementaires de droite soient plus riches que leurs collègues de gauche, la relation entre la position idéologique et la richesse déclara-

8. Fragmentation partisane oblige, nous nous sommes restreints aux principaux partis représentés au Congrès.

rée n'est pas linéaire (graphique 4). D'une part, le patrimoine médian des parlementaires de centre-droit du Front rénovateur (FR), qui est de 3 103 289 ARS, est nettement supérieur à celui de PRO. D'autre part, le patrimoine médian des centristes de l'Union civique radicale (UCR) et du Front civique pour Santiago (FCS) est inférieur à celui du FPV-PJ, qui est pourtant positionné plus à gauche.

GRAPHIQUE 4

Patrimoine brut médian des parlementaires d'Argentine en place au 1^{er} février 2015 selon leur parti politique (ARS 2015)



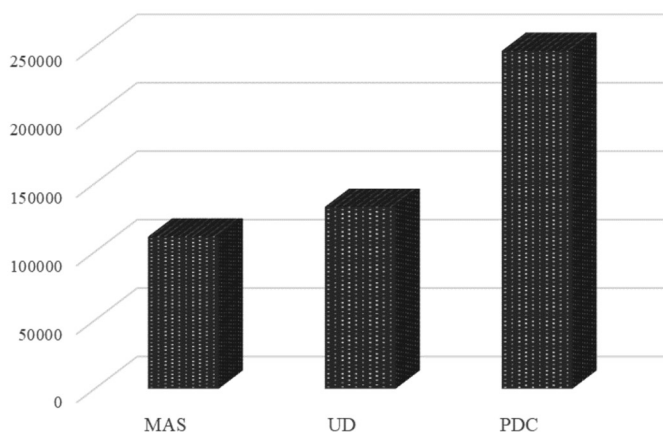
PS – Parti socialiste; FPV – Front pour la victoire; UCR – Union civique radicale; FCS – Front civique pour Santiago; FR – Front rénovateur; PRO – Propuesta Republicana.

Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

Bolivie. La variation en termes de richesse est linéaire : plus les parlementaires sont à droite, plus la valeur de leur patrimoine est élevée (graphique 5). Sans surprise, du fait des origines sociales du parti (Anria 2018), les parlementaires du MAS sont les moins nantis de l'Assemblée législative plurinationale avec un niveau de richesse médian de 110 975 USD. En outre, le patrimoine médian en USD des parlementaires du MAS figure parmi les trois plus faibles de tous les groupes de parlementaires considérés dans cette recherche : ainsi, les élus et élues de ce parti se classent avant-derniers, juste après les parlementaires du Parti communiste du Chili (90 193 USD) et juste avant leurs homologues de Gana Perú (118 098 USD).

GRAPHIQUE 5

Patrimoine brut médian des parlementaires de Bolivie en place au 1^{er} février 2015 selon leur parti politique (USD 2019)



MAS – Mouvement vers le socialisme; UD – Unité démocrate; PDC – Parti démocrate-chrétien.

Source: Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

Au centre, les parlementaires de l'Unité démocrate (UD) divulguent un patrimoine médian de 132 688 USD. L'écart est donc faible entre l'UD et le MAS (tableau 6). À l'extrémité droite de l'échiquier politique bolivien, les parlementaires du Parti démocrate-chrétien (PDC) s'avèrent être les plus riches avec un patrimoine médian de 246 666 USD, soit le double du MAS. Toutefois, une comparaison entre les pays montre que le niveau de richesse des parlementaires du PDC est loin d'atteindre celui des parlementaires des droites brésilienne, chilienne et dominicaine.

TABLEAU 6

Composition et richesse des parlementaires de l'Assemblée législative plurinationale de Bolivie au 1^{er} février 2015

	MAS	UD	PDC
Positionnement idéologique (PELA)	1,38	5,82	6,38
Nombre de députés et députées	88	32	10
Nombre de sénateurs et sénatrices	25	9	2
Patrimoine médian (USD 2019)	110 975	132 688	246 666

MAS – Mouvement vers le socialisme; UD – Unité démocrate; PDC – Parti démocrate-chrétien.

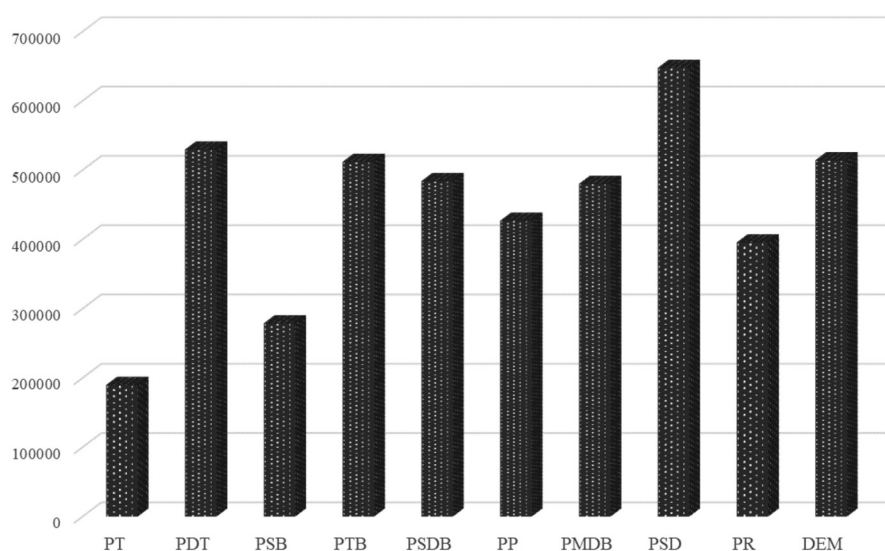
Source: Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires;

PELA (Projet élites parlementaires latino-américaines): <https://oir.org.es/pela/en/>.

Brésil⁹. La relation entre le positionnement idéologique et la richesse des parlementaires se confirme mais elle n'est pas linéaire. Les Démocrates (DEM), parti élitiste et le plus à droite dans le paysage politique brésilien de 2015, affiche un patrimoine médian de 514 272 USD qui est nettement supérieur aux 190 001 USD du Parti des travailleurs (PT), le parti le plus à gauche. L'écart est tout aussi frappant entre le PT et les deux principaux partis du centre-droit, c'est-à-dire le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) et le Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB) (graphique 6).

GRAPHIQUE 6

Patrimoine brut médian des parlementaires du Brésil en place au 1^{er} février 2015 selon leur parti politique (USD 2019)



PT – Parti des travailleurs; PDT – Parti démocratique travailliste; PSB – Parti socialiste brésilien; PTB – Parti travailliste brésilien; PSDB – Parti de la social-démocratie brésilienne; PP – Parti progressiste; PMDB – Parti du Mouvement démocratique brésilien; PSD – Parti social démocratique; PR – Parti de la République; DEM – Les Démocrates.

Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

La relation entre le positionnement idéologique et la richesse des parlementaires n'est pas linéaire. Par exemple, avec un patrimoine médian de 647 572 USD, les parlementaires les plus riches du Congrès sont membres du Parti social démocratique (PSD), bien qu'il ne soit pas le plus à droite. On

9. Extrême fragmentation partisane oblige, nous nous concentrons sur les dix principaux partis politiques sur les 23 représentés au Congrès au 1^{er} février 2015.

constate plutôt une certaine homogénéité du patrimoine déclaré par les parlementaires des partis positionnés au centre–gauche, au centre–droit et à droite : d’une part, leur patrimoine médian est relativement élevé par rapport au PT ; d’autre part, à l’exception de ceux du Parti socialiste brésilien (PSB) et du PSD, il oscille entre 400 000 et 500 000 USD (tableau 7).

TABLEAU 7

Composition et richesse des parlementaires du Congrès national du Brésil au 1^{er} février 2015

	PT	PDT	PSB	PTB	PSDB	PP	PMDB	PSD	PR	DEM
Positionnement idéologique (PELA)	3,27	4	4,33	4,5	5,2	5,56	5,73	6	6,33	7
Nombre de députés et députées	66	20	34	24	54	37	65	35	32	21
Nombre de sénateurs et sénatrices	13	6	7	3	10	5	19	2	5	5
Patrimoine médian (USD 2019)	190 001	529 667	278 914	511 923	484 178	426 940	480 234	647 572	395 614	514 272

PT – Parti travailliste ; PDT – Parti démocratique travailliste ; PSB – Parti socialiste brésilien ; PTB – Parti travailliste brésilien ; PSDB – Parti de la social-démocratie brésilienne ; PP – Parti progressiste ; PMDB – Parti du Mouvement démocratique brésilien ; PSD – Parti social démocratique ; PR – Parti de la République ; DEM – Les Démocrates.

Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires ;

PELA (Projet élites parlementaires latino-américaines) : <https://oir.org.es/pela/en/>.

Chili¹⁰. Les résultats montrent que les parlementaires du Parti communiste du Chili (PCCh) affichent un patrimoine médian de 90 193 USD, soit le plus bas des groupes parlementaires examinés ici. Les membres des deux partis les plus à droite dans le système partisan chilien, à savoir Renovation nationale (RN) et l’Union démocrate indépendante (UDI), ont un patrimoine médian respectivement 6,7 et 5,7 fois supérieur à celui du PCCh. Avec un patrimoine médian de 261 651 USD, les parlementaires socialistes (PS) ont une situation économique plus confortable que leurs collègues communistes, mais restent beaucoup moins aisés que les parlementaires de l’UDI et de RN (tableau 8). En somme, les parlementaires des deux partis les plus à gauche du spectre idéologique chilien déclarent un patrimoine médian beaucoup plus bas que celui de leurs collègues des deux partis les plus à droite.

10. Étant donné que leur présence se réduit souvent à un ou deux parlementaires, les partis Izquierda Ciudadana, Revolución Democrática, Amplitud, Evópoli, País et le Parti libéral ne sont pas pris en compte ici.

TABLEAU 8

Composition et richesse des parlementaires du Congrès national du Chili au 1^{er} février 2015

	PCCh	PS	PPD	PRSD	PDC	RN	UDI
Positionnement idéologique (PELA)	1	2,57	3,63	4,25	4,8	7,3	8
Nombre de députés et députées	6	16	12	6	19	15	29
Nombre de sénateurs et sénatrices	0	6	6	0	6	6	8
Patrimoine médian (USD 2019)	90 193	261 651	469 538	573 938	299 686	602 189	511 080

PCCh – Parti communiste du Chili; PS – Parti socialiste; PPD – Parti pour la démocratie; PRSD – Parti radical social-démocrate; PDC – Parti démocrate-chrétien; RN – Rénovation nationale; UDI – Union démocrate indépendante.

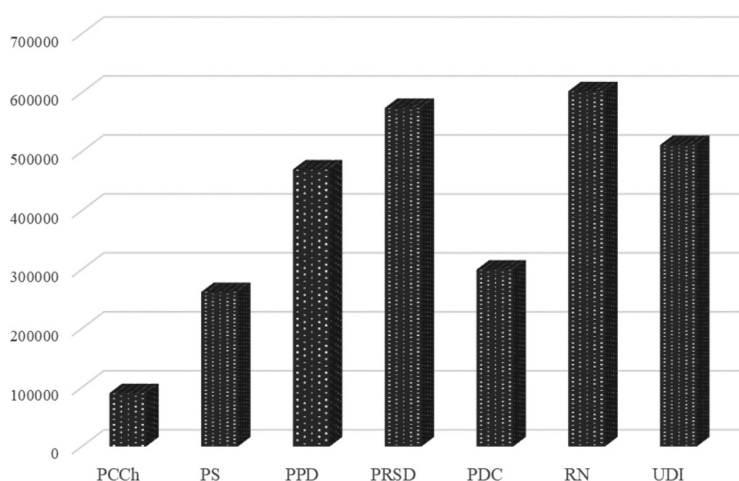
Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires;

PELA : <https://oir.org.es/pela/en/>.

Des nuances sont toutefois à apporter car, là aussi, la relation entre le positionnement idéologique et le niveau de patrimoine n'est pas linéaire (graphique 7). Le patrimoine médian des parlementaires de RN (602 189 USD) s'avère significativement plus élevé que celui de leurs collègues de l'UDI

GRAPHIQUE 7

Patrimoine brut médian des parlementaires du Chili en place au 1^{er} février 2015 selon leur parti politique (USD 2019)



PCCh – Parti communiste du Chili; PS – Parti socialiste; PPD – Parti pour la démocratie; PRSD – Parti radical social-démocrate; PDC – Parti démocrate-chrétien; RN – Rénovation nationale; UDI – Union démocrate indépendante.

Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

(511 080 USD), parti qui se classe pourtant plus à droite. De plus, les quelques centristes du Parti radical social-démocrate (PRSD) déclarent un niveau de patrimoine (573 938 USD) beaucoup plus haut que les centristes du Parti démocrate-chrétien (PDC) (299 686 USD) et même un peu plus élevé que les parlementaires de droite de l'UDI (511 080 USD).

Pérou. Une comparaison de la richesse des parlementaires au Pérou en fonction de leur parti politique fait ressortir des écarts entre les partis politiques qui ne sont pas nécessairement liés à leur positionnement sur l'axe gauche-droite (tableau 9).

TABLEAU 9

Composition et richesse des parlementaires du Congrès de la République du Pérou au 1^{er} février 2015

	Gana Perú	Partido Aprista Peruano	Perú Posible	Alliance pour le grand changement	Fuerza 2011	Alliance solidarité nationale
Positionnement idéologique (PELA)	3,71	4,75	5,36	5,89	6,29	6,83
Nombre de députés et de députées	47	4	21	12	37	9
Patrimoine médian déclaré (USD 2019)	118 098	282 929	472 449	201 773	231 684	463 651

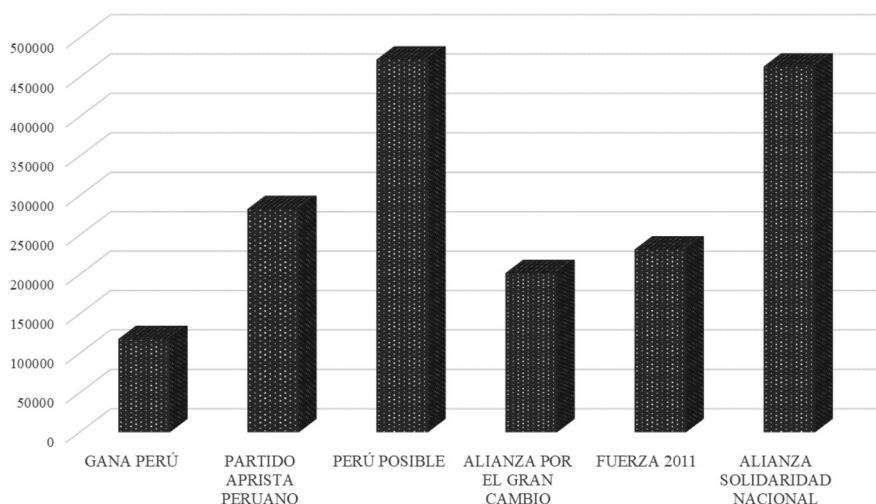
Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires ;

PELA (Projet élites parlementaires latino-américaines) : <https://oir.org.es/pela/en/>.

Certes, Gana Perú, le parti le plus à gauche, affiche un patrimoine médian d'une valeur de 118 098 USD, qui est inférieur à celui des autres partis, tous situés à sa droite. Le patrimoine médian pour Gana Perú équivaut même au quart du patrimoine du parti le plus à droite, l'Alliance solidarité nationale (463 651 USD). Toutefois, le patrimoine médian le plus élevé est celui des parlementaires centristes de Perú Posible (472 449 USD) et non pas des parlementaires de la droite fujimoriste de Fuerza 2011 ou de la droite libérale de l'Alliance solidarité nationale (graphique 8). Cela va à l'encontre de l'hypothèse selon laquelle plus un parlementaire est à droite, plus il ou elle est riche.

GRAPHIQUE 8

Patrimoine brut médian des parlementaires du Pérou en place au 1^{er} février 2015 selon leur parti politique (USD 2019)



Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

République dominicaine. Les élections législatives de 2010 marquent la consolidation d'un système bipartisan dans lequel les différences idéologiques et programmatiques entre les deux partis dominants sont extrêmement minces (Benito 2010). De fait, la législature 2010-2016 est dominée par les deux formations centristes que sont le Parti de la libération dominicaine (PLD) et le Parti révolutionnaire dominicain (PRD) (tableau 10). Seule une poignée de sièges est laissée aux autres formations, dont onze au Parti réformiste social-chrétien (PRSC)¹¹.

Les résultats indiquent une certaine équivalence des niveaux de richesse des parlementaires des trois principaux partis du pays : en effet, leur patrimoine médian se tient dans une fourchette de 60 000 USD. Les résultats montrent également l'absence de relation entre le positionnement idéologique des partis politiques et le niveau de richesse déclarée par les parlementaires (graphique 9). Ce constat d'une relative homogénéité des ressources économiques personnelles des parlementaires de trois principaux partis au Congrès permet de dessiner les contours d'une élite parlementaire

11. Étant donné que leur présence se réduit souvent à un ou deux parlementaires, nous excluons les partis suivants : la Force nationale progressiste (FNP), le Mouvement indépendance, Unité et Changement (MIUCA), le Bloc institutionnel socialiste démocrate (BIS), le Parti populaire chrétien (PPC) et l'Alliance pour la démocratie (APD).

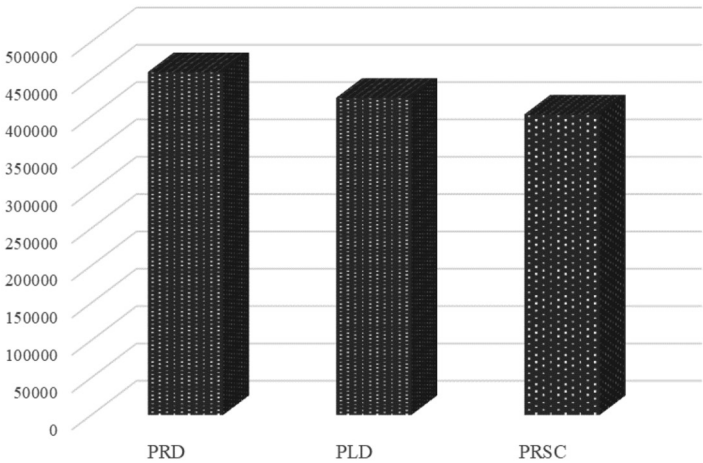
TABLEAU 10
Composition et richesse des parlementaires du Congrès de la République dominicaine au 1^{er} février 2015

	PRD	PLD	PRSC
Positionnement idéologique (PELA)	5,79	6,22	9
Nombre de députés et de députées	75	95	9
Nombre de sénateurs et de sénatrices	0	30	2
Patrimoine médian déclaré (USD 2019)	459 076	424 570	402 328

PRD – Parti révolutionnaire dominicain; PLD – Parti de la libération dominicaine; PRSC – Parti réformiste social-chrétien.
Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires;
PELA : <https://oir.org.es/pela/en/>.

dominicaine dont les membres, dans un contexte de faible polarisation idéologique et de faible compétition programmatique, semblent provenir de la même couche sociale.

GRAPHIQUE 9
Patrimoine brut médian des parlementaires de République dominicaine en place au 1^{er} février 2015 selon leur parti politique (USD 2019)



PRD – Parti révolutionnaire dominicain; PLD – Parti de la libération dominicaine; PRSC – Parti réformiste social-chrétien.
Source : Élaboré par les auteurs à partir des déclarations de patrimoine des parlementaires.

Conclusion

L'objectif de cet article consistait à brosser un portrait du niveau de richesse des élites parlementaires en place en 2015 dans six pays où leurs déclarations de patrimoine sont disponibles. Les résultats montrent une répartition assez variable de la richesse au sein des parlements examinés. Premièrement, à l'exception de la République dominicaine qui a les parlementaires les plus riches, le classement des pays selon le patrimoine brut médian de leurs parlementaires respecte l'ordre de ces mêmes pays selon leur PIB par habitant, à savoir Bolivie, Pérou, Brésil et Chili. Deuxièmement, les résultats font ressortir un écart systématique – mais variable d'un contexte à l'autre – entre le patrimoine brut médian des femmes et celui des hommes au Parlement, au détriment des premières. Cela confirme que les inégalités économiques entre les hommes et les femmes persistent aussi au plus haut niveau de la société. Troisièmement, il s'avère que les parlementaires de la Chambre haute déclarent toujours un patrimoine médian supérieur à celui des membres de la Chambre basse. Une recherche plus approfondie mérite d'être conduite dans chaque pays pour déterminer si le Sénat attire des individus au profil sociologique profondément distinct – comme cela pourrait être le cas au Chili tant l'écart y est important – ou si le Sénat attire simplement des individus plus expérimentés en politique qui tendraient, du fait de leur âge plus avancé, à avoir accumulé davantage de patrimoine. Quatrièmement, bien que la relation soit rarement linéaire, nous constatons que les parlementaires des partis classés à gauche tendent à déclarer un patrimoine médian plus bas que celui de leurs homologues de droite. Finalement, les résultats de notre étude exploratoire tendent à confirmer les limites de l'hypothèse de l'homogénéisation sociale des élites parlementaires professionnelles ainsi que la nécessité de ne pas restreindre la sociographie de ces groupes aux seules caractéristiques sociales (profession, formation, niveau d'études, etc.). Nous voulons que cette recherche jette les bases empiriques pour de futures recherches, notamment des études de cas, tant les systèmes politiques et partisans de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Pérou et de la République dominicaine sont différents et peuvent se prêter à diverses explications. Un tel exercice nous paraît salutaire à l'heure où, à l'échelle mondiale, les débats sur les inégalités de richesse suscitent un intérêt renouvelé pour les élites politiques qui nous gouvernent.

Bibliographie

- Alcántara, Manuel. 2017. « La carrera política y el capital político » [La carrière politique et le capital politique]. *Convergencia. Revista de Ciencias Sociales* 73 : 187-204.
- Alcántara, Manuel et Iván Llamazares. 1997. « El análisis de los diputados latino-americanos en el contexto de los estudios sobre la clase política. Caracterís-

- ticas, objetivos y estrategias de investigación » [L'analyse des députés latino-américains dans le contexte des études sur la classe politique. Caractéristiques, objectifs et stratégies de recherche]. *América Latina Hoy* 16 : 15-28.
- Anria, Santiago. 2018. *When Movements Become Parties. The Bolivian MAS in Comparative Perspective*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Benito, Ana. 2010. « Aliados, Tránsfugas y Barrilitos : Las Elecciones Legislativas de 2010 en República Dominicana » [Alliés, transfuges et petits tonneaux : Les élections législatives de 2010 en République dominicaine]. *América Latina Hoy* 56 : 59-84.
- Best, Heinrich et Maurizio Cotta (dir.). 2000. *Parliamentary Representatives in Europe 1848-2000. Legislative Recruitment and Careers in Eleven European Countries*. Oxford : Oxford University Press.
- Blondel, Jean. 1994. « Plaidoyer pour une conception œcuménique de l'analyse politique comparée. » *Revue internationale de politique comparée* 1 (1) : 5-18.
- Boelaert, Julien, Sébastien Michon et Étienne Ollion. 2018. « Le temps des élites. Ouverture politique et fermeture sociale à l'Assemblée nationale en 2017. » *Revue française de science politique* 68 (5) : 777-802.
- Bottinelli, Eduardo. 2008. « Las carreras políticas de los senadores en Uruguay : ¿Cambios o continuidades ante el triunfo de la izquierda ? » [Les carrières politiques des sénateurs en Uruguay : changements ou continuités face au triomphe de la gauche ?] *Revista de Sociología e Política* 16 (30) : 29-43.
- Cabezas, Lina. 2011. « Profesionalización de las élites parlamentarias en Bolivia, Colombia y Perú » [La professionnalisation des élites parlementaires en Bolivie, en Colombie et au Pérou]. *POSTData* 16 (2) : 223-258.
- Canelo, Paula. 2011. « Acerca de la construcción de carreras políticas en la Argentina. Los senadores nacionales en 1973, 1983 y 1989 » [De la construction de carrières politiques en Argentine. Les sénateurs nationaux en 1973, 1983 et 1989]. *Polhis* 4 (7) : 140-153.
- Contreras, Rodrigo. 2002. « La actualidad de viejas temáticas : familias, riqueza y poder en América Latina. Algunas consideraciones a partir del caso de Chile » [L'actualité de vieilles thématiques : familles, richesse et pouvoir en Amérique latine. Quelques considérations à partir du cas du Chili]. *Revista Mexicana de Sociología* 64 (4) : 3-52.
- Cordero, Rodrigo et Robert Funk. 2011. « La política como profesión. Cambio partidario y transformación social de la élite política en Chile, 1961-2006 » [La politique comme profession. Changement partisan et transformation sociale de l'élite politique au Chili]. *Política y gobierno* 18 (1) : 39-71.
- Deere, Carmen Diana, Gina Alvarado et Jennifer Twyman. 2012. « Gender Inequality in Asset Ownership in Latin America: Female Owners vs Household Heads. » *Development and Change* 43 (2) : 505-530.
- Djankov, Simeon, Rafael LaPorta, Florencio Lopez-de-Silanes et Andrei Shleifer. 2010. « Disclosure by Politicians. » *American Economic Journal: Applied Economics* 2 (2) : 179-209.
- Dogan, Mattéi. 1967. « Les filières de la carrière politique en France. » *Revue française de sociologie* 8 (4) : 468-492.
- Dogan, Mattéi. 1999. « Les professions propices à la carrière politique. Osmoses, filières et viviers. » Dans *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*. Sous la direction de Michel Offerlé, 171-200. Paris : Belin.
- Dogan, Mattéi et Dominique Pélassy. 1981. *Sociologie politique comparative : problèmes et perspectives*. Paris : Economica.
- Engler, Icaro. 2018. « Ricos e políticos : uma análise da origem familiar, trajetória profissional e carreira política dos 30 deputados federais brasileiros com maior

- patrimônio econômico da 55ª Legislatura (2015-2019)» [Riches et politiciens : une analyse de l'origine familiale, de la trajectoire professionnelle et de la carrière politique des 30 députés fédéraux brésiliens avec le plus de patrimoine économique de la 55^e législature (2015-2019)]. *Colombia Internacional* 95 : 137-164.
- Engler, Icaro. 2020. *Empresários e política no Brasil* [Les entrepreneurs et la politique au Brésil]. Curitiba : Editora Appris.
- Filgueira, Fernando et Juliana Martínez Franzoni. 2017. « The Divergence in Women's Economic Empowerment : Class and Gender under the Pink Tide. » *Social Politics* 24 (4) : 370-398.
- García, Fátima, Araceli Mateos et Cristina Rivas. 2013. « Veinte años de élites parlamentarias en América latina (1994-2014) » [Vingt ans d'élites parlementaires en Amérique latine (1994-2014)]. *Revista De Las Cortes Generales* 89 : 135-174.
- Gaxie, Daniel. 1980. « Les logiques du recrutement politique. » *Revue française de science politique* 30 (1) : 5-45.
- Gaxie, Daniel. 2018. « Political and Social Backgrounds of Political Elites. » Dans *The Palgrave Handbook of Political Elites*. Sous la direction de Heinrich Best et John Higley, 489-506. Londres : Palgrave Macmillan.
- Joignant, Alfredo, Lucas Perello et Javier Torres. 2014. « Political Capital and the Unequal Career Origins of the Political Elite in Chile. » Dans *Political Inequality in an Age of Democracy. Cross-national Perspectives*. Sous la direction de Joshua Kjerulf Dubrow, 87-94. Londres et New York : Routledge.
- Kumaranayake, Lilani. 2000. « The Real and the Nominal? Making Inflationary Adjustments to Cost and Other Economic Data. » *Health Policy and Planning* 15 (2) : 230-234.
- Levita, Gabriel. 2017. « ¿De patricios a plebeyos? Sociología de las élites políticas. El Senado y los senadores argentinos en la primera década del siglo XXI » [De patriciens à plébéiens ? Sociologie des élites politiques. Le Sénat et les sénateurs argentins dans la première décennie du XXI^e siècle]. *Estudios Políticos* 51 : 13-35.
- Llanos, Mariana et Francisco Sánchez. 2006. « Council of Elders? The Senate and its Members in the Southern Cone. » *Latin American Research Review* 41 (1) : 133-152.
- Louault, Frédéric. 2012. « Un renouvellement brésilien en trompe-l'œil? » Dans *La gauche en Amérique latine, 1998-2012*. Sous la direction d'Olivier Dabène, 37-74. Paris : Presses de Sciences Po.
- Marenco, André. 2004. « Le renouveau politique : carrières politiques et liens de parti au Brésil (1946-2002). » *Politique et Sociétés* 23 (2-3) : 109-133.
- Marenco, André et Miguel Serna. 2007. « Por que carreiras políticas na esquerda e na direita não são iguais? Recrutamento legislativo em Brasil, Chile e Uruguai » [Pourquoi les carrières politiques à gauche et à droite ne sont-elles pas similaires ? Recrutement législatif au Brésil, au Chili et en Uruguay]. *Revista Brasileira de Ciências Sociais* 22 (64) : 93-113.
- Messick, Richard. 2009. *Income and Assets Declarations: Issues to Consider in Developing a Disclosure Regime*. Bergen : Chr. Michelsen Institute.
- Michon, Sébastien et Étienne Ollion. 2018. « Retour sur la professionnalisation politique. Revue de littérature critique et perspectives. » *Sociologie du travail* 60 (1). <https://doi.org/10.4000/sdt.1706>. Consulté le 8 mai 2021.
- Miguel, Luis Felipe, Danusa Marques et Carlos Machado. 2015. « Capital Familiar e Carreira Política no Brasil: Gênero, Partido e Região nas Trajetórias para a Câmara dos Deputados » [Capital familial et carrière politique au Brésil : Genre,

- parti et région dans les trajectoires à la Chambre des députés]. *DADOS* 58 (3): 721-747.
- Neiva, Pedro et Maurício Izumi. 2012. « Os “doutores” da federação: formação acadêmica dos senadores brasileiros e variáveis associadas » [Les “docteurs” de la fédération: formation universitaire des sénateurs brésiliens et variables associées]. *Revista de Sociologia e Política* 20 (41): 171-192.
- Offerlé, Michel (dir.). 1999. *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*. Paris: Belin.
- Piketty, Thomas. 2013. *Le Capital au XXI^e siècle*. Paris: Seuil.
- Rivas, Cristina et Asbel Bohigues. 2019. « El PELA como instrumento para el estudio de las élites políticas en América Latina » [Le PELA comme instrument pour l'étude des élites politiques en Amérique latine]. Dans *La profesionalización de la política* [La professionnalisation de la politique]. Sous la direction de Mónica Montaña et Marco Antonio Cortés, 33-57. Guadalajara: Universidad de Guadalajara.
- Sánchez, Francisco et Cristina Rivas. 2009. « Patrones socioeconómicos de la élite legislativa y democracia en América Latina » [Tendances socioéconomiques de l'élite législative et démocratie en Amérique latine]. Dans *Élites Parlamentares na América Latina* [Élites parlementaires en Amérique latine]. Sous la direction de Fátima Anastasia, Araceli Mateos, Magna Inácio et Marta Mendes da Rocha, 131-177. Belo Horizonte: Argumentum.
- Santana, Luciana. 2008. « Perfil, trajetórias e ambição política dos legisladores na construção de suas carreiras: Argentina, Brasil, Chile e Uruguai » [Profil, trajectoire et ambition politique des législateurs dans la construction de leurs carrières: Argentine, Brésil, Chili et Uruguay]. *Teoria & Sociedade* 16 (2): 130-155.
- Sawicki, Frédéric. 1999. « Classer les hommes politiques: les usages des indicateurs de position sociale pour la compréhension de la professionnalisation politique. » Dans *La profession politique, XIX^e-XX^e siècles*. Sous la direction de Michel Offerlé, 135-170. Paris: Belin.
- Simoni, Sergio, Rafael Dardaque et Lucas Mingardi. 2016. « A elite parlamentar brasileira de 1995 a 2010: até que ponto vai a popularização da classe política? » [L'élite parlementaire brésilienne de 1995 à 2010: jusqu'où va la popularisation de la classe politique?] *Colombia Internacional* 87: 109-143.
- Vommaro, Gabriel. 2014. « “Meterse en política”: la construcción de PRO y la renovación de la centroderecha argentina » [“Rentrer en politique”: la construction de PRO et la rénovation du centre-droit argentin]. *Nueva Sociedad* 254: 57-72.